
Évaluation Finale Interne

*« Soutien pour
l'autonomisation, la protection
et la relève des moyens
d'existence des populations
affectées par les crises
humanitaires à l'Est du
Tchad »*

Financement DG ECHO (réf :
ECHO/TCD/BUD/2012/91014) et
OXFAM

Sophie CAUSSANEL
Olivier GUIRYANAN
Mars 2013

Résumé exécutif

Le projet « **Soutien pour l'autonomisation, la protection et la relève des moyens d'existence des populations affectées par les crises humanitaires à l'Est du Tchad** » a été exécuté par Intermón Oxfam entre le 1^{er} janvier 2012 au 31 janvier 2013). Le budget total prévu pour ce projet était de 2 464 000 EUR et financé totalement par les fonds ECHO.

Ce projet avait pour objectif d'atténuer les impacts négatifs des crises humanitaires (crise alimentaire, inondations, contexte d'insécurité) sur les populations les plus vulnérables définies comme les ménages pauvres et très pauvres.

Cette action s'est déclinée en différents types d'intervention :

Intervention dans le domaine de la sécurité alimentaire par le biais de distribution de vouchers accompagnée d'une réponse en eau, hygiène et assainissement afin d'améliorer les conditions sanitaires des populations bénéficiaires dans les zones de retour du Sila.

Stratégie d'autonomisation du SEM mis en place dans les villages d'intégration d'Habile et Aradib par le biais de renforcement des capacités des structures en place

Participation à l'amélioration du système de coordination des partenaires humanitaires
Intervention dans le domaine de l'eau, hygiène et assainissement en réponse court terme suite aux inondations de l'été 2012 dans la zone de Kerfi

Si les stratégies développées dans ce projet reposent sur une réflexion pertinente, la mise en œuvre de cette stratégie doit être révisée, notamment concernant le ciblage des populations vulnérables et les conditions d'octroi des marchés aux commerçants. En outre, il est à revoir le moment d'intervention des activités EHA, si l'on se positionne en réponse, les activités doivent être planifiées avant la saison des pluies (mars-avril). Sinon, le positionnement en EHA s'inscrit dans la période de réhabilitation. On notera également le succès de l'approche ATPC dans les villages de retour de Goz Beida.

Enfin concernant l'autonomisation de la gestion intégrée des infrastructures eau, hygiène et assainissement dans les villages d'intégration d'Habile et Aradib, il apparaît que les premiers pas de l'AUE et des CGPE sont plutôt positifs même si il est relativement tôt pour statuer sur la durabilité de ces structures.

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	2
I. INTRODUCTION GENERALE	4
I. BREVE PRESENTATION DU PROJET ET L'OBJECTIF DE L'EVALUATION	4
II. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION	4
II. PRESENTATION DU PROJET	5
I. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	5
II. OBJECTIFS ET STRATEGIE DU PROJET	6
III. PANORAMAS DES AUTRES INITIATIVES POUR REPOSE AUX CRISES	7
III. RESULTATS DE L'EVALUATION	8
I. ANALYSE DE LA PERTINENCE DE L'ACTION	8
II. ANALYSE DE L'EFFICIENCE	10
III. REALISATIONS ET EFFETS	13
IV. PARTICIPATION, EMPOWERMENT ET GENRE	16
V. DURABILITE DU PROJET	17
VI. REDUCTION DU RISQUE	19
VII. ANALYSE DE L'INTEGRATION SA/EHA	19
IV. CONCLUSIONS	20
V. APPRENTISSAGE	21
VI. RECOMMANDATIONS	21
VII. LIMITES DE LA MISSION	22
VIII. ANNEXES	23

I. Introduction générale

i. Brève présentation du projet et l'objectif de l'évaluation

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation interne du projet « *Soutien pour l'autonomisation, la protection et la relève des moyens d'existence des populations affectées par les crises humanitaires à l'Est du Tchad* » exécuté par Intermón Oxfam. La durée du projet s'est étendue du 1er janvier 2012 au 31 janvier 2013. Le budget total prévu pour ce projet était de 2 464 000 EUR et cofinancé par la DG ECHO et Oxfam International. Elle a été effectuée par deux consultants, un en charge de la partie sécurité alimentaire et un autre pour le secteur eau, hygiène et assainissement. L'évaluation a duré près de 4 semaines à partir du 25 février dont une dizaine de jours sur le terrain dans le département du Sila.

Les objectifs de l'évaluation comme précisé dans les termes de références fournis (cf annexe 1) aux évaluateurs sont les suivants :

- Apprécier les effets (réponse aux besoins et durabilité) du projet sur le groupe cible, au regard de l'objectif spécifique et sa contribution à l'atteinte de l'objectif principal.
- Étudier la gestion du projet : l'efficacité et l'efficacités mais aussi la qualité du suivi lors de la mise en œuvre (le projet a-t-il permis de juguler la crise, le projet a-t-il ciblé les ménages les plus vulnérables et les villages ayant des problèmes d'EHA, etc.).
- Faire un bilan des performances du projet [résultats opérationnels dans les différents secteurs eau, hygiène et assainissement et sécurité alimentaire (produits et services) pertinence et qualité des réalisations, suivie d'une explication et proposition des actions pouvant être reconduites en période de crise].
- Formuler des recommandations précises et concrètes liées aux aspects analysés et fondées sur les leçons apprises pour améliorer la performance des nos futures actions d'urgence et post urgence.

ii. Méthodologie de l'évaluation

La méthodologie de l'évaluation se décompose en 4 phases d'action.

Phase de préparation et planification de l'évaluation

Lors de cette phase, il s'agit de préparer administrativement et techniquement le travail.

C'est le moment de la planification de l'évaluation et des finalisations de l'ingénierie de l'intervention avec échange entre les différents départements compétents (logistiques, finances) et les équipes terrain pour veiller à la bonne communication des étapes de l'évaluation et garantir le bon déroulement de la mission.

Le calendrier opérationnel ainsi que la méthodologie détaillée de l'intervention élaborée par les évaluateurs sont présentés pour validation à l'équipe de coordination à N'djamena ainsi qu'aux équipes terrain par email.

Les outils d'enquêtes (notamment questionnaire de focus groupe discussion et l'identification des échantillons des villages à visiter) sont réalisés et partagés avec les équipes terrain.

Phase de la revue documentaire

La documentation relative au projet (documents projets, rapports et étude interne, études externes) est collectée pour analyse. L'analyse est continue tout au long de l'évaluation. La pertinence des documents disponible est néanmoins évaluée à ce moment de la phase d'intervention afin d'identifier de possibles autres sources de vérification (cf annexe 2).

Phase de la collecte d'informations sur le terrain

La collecte d'information sur le terrain se base sur des entretiens structurés et semi-structurés ainsi que l'observation.

A partir d'une liste de villages choisis (cf annexe 3), 15 FGD soit 142 personnes ont été organisées pour chaque village avec séparation homme/femme selon les villages (certains focus group discussions ont été mixtes).

Des entretiens semi-structurés ont également été réalisés avec les acteurs clés comme les comités de gestion des points d'eau, les membres des comités de plaintes, les artisans réparateurs, les commerçants et les fournisseurs.

Trois personnels du projet, la chef de projet EHA Ronel Hamat, l'assistant PHP Gabnon Patanga ainsi qu'assistant SA Hassan ont assuré l'introduction et la traduction lors de ces entretiens, ainsi que lors des visites des ménages réalisés.

Les visites ménages avaient pour objectif notamment d'évaluer le degré de salubrité des ménages ainsi que la conservation et l'utilisation effective des items distribués lors du projet.

Les entretiens ont également concernés les partenaires et autorités. Ont été rencontrés les partenaires suivants : FLM, ONDR, FPT, ACTED, CONCERNWORDWILD, OCHA, PAM, ainsi que les autorités soit le délégué régional de l'Hydraulique Rurale et Urbaine¹, le maire de Koukou ainsi que le sous-préfet de Koukou.

Nous avons également pu rencontrer les équipes de Oxfam, que ce soit des équipes de la coordination (responsable de l'action humanitaire, chargé de programme, advocacy/plaidoyer manager, food security manager) ou les équipes de la base de l'Est (admin-fin officer, field manager, chef de projet EHA, Assistant PHP, Assistant Sécurité alimentaire). Malheureusement étant donné que le projet a pris fin en janvier 2013, nous n'avons pas pu rencontrer l'ensemble des animateurs, techniciens et officiers qui ont réalisé ce projet.

Phase finale d'organisation, d'exploitation et analyse des données

Cette phase d'analyse des données collectées s'est ponctué de deux ateliers de restitution, l'un à Goz Beida organisé le 13 mars et un second au niveau de l'équipe de coordination à N'djamena le 18 mars. L'objectif de ces deux ateliers de restitution est de partager avec les équipes terrain puis les équipes de coordination les premiers résultats et conclusions de l'évaluation afin de les confronter à leur appréciation. Les remarques des équipes permettent de clarifier certains points de doutes.

Le rapport final provisoire est soumis à commentaire le 20 mars pour que puisse être partagé à partir du 25 mars la version définitive de ce rapport.

II. Présentation du projet

i. Contexte de mise en œuvre du projet

La réponse mise en œuvre par les équipes d'Oxfam a dû s'adapter à des contextes de crise divers et à des temps d'intervention multiples

Continuité d'une réponse à une crise humanitaire liée au déplacement interne des personnes affectées par les conflits à l'Est du Tchad

Depuis avril 2007, avec l'arrivée des populations déplacées de Tiero et Marena sur le site d'Habilé 3, Intermón Oxfam a effectué une première intervention en assainissement. En octobre 2007, IO a pris en charge le secteur de l'eau, hygiène et assainissement (EHA) en faveur des populations locales et déplacées d'Aradib. Dès juillet 2008, IO a étendu son champs d'intervention à l'intégralité des sites de déplacés de Habile et a ainsi la responsabilité de la gestion du secteur EHA des sites de Habile et Aradib. En 2012, Oxfam a principalement orienté son action à renforcer les capacités des acteurs locaux pour se retirer définitivement de ces nouveaux villages d'intégration à la fin de l'année 2012, ainsi que plus généralement de la sous-préfecture de Koukou.

Réponse dans une logique régionale à une crise alimentaire consécutive à la sécheresse de 2011 dans la bande sahélienne du Tchad.

La campagne agricole de 2011/2012 a été fortement déficitaire dans le Sila, comme de manière générale dans toute la région sahélienne. Selon l'ONDR, le déficit céréalier était alors de 75% au niveau régional. Le rapport cycle de surveillance d'IO avait ainsi montré que dans cette même région, 73% des ménages avaient un stock inférieur à 6 mois. Le rapport VAM/PAM de décembre 2011, montrait également que le taux des ménages en insécurité alimentaire sévère élevé varie entre 10 à 19%. De décembre 2010 à décembre 2011 le taux d'insécurité alimentaire été passé de 25,9% à 64,7%. Sur les marchés, les prix des denrées avaient augmenté de 20 à 40% entre décembre 2011 et février 2012. Au niveau de l'élevage, l'assèchement précoce des mares, des

¹ L'entretien avec le délégué régional s'est fait par téléphone étant donné qu'il est basé à Abéché.

puits, du Bahr Azoum et le manque de pâturage ont engendré une augmentation de taux de mortalité de bétail et une prolifération des maladies telluriques.

Réponse ponctuelle aux inondations de l'été 2012

La sous-préfecture de Kerfi, (département de Kimiti, région du Sila) a connu de fortes inondations, à l'instar de trois autres sous-préfectures de la région (Koukou, Mogororo et Magran), suite à des pluies diluviennes. Une partie de la population de cette sous-préfecture s'est déplacée pour fuir ces inondations.

La sous-préfecture de Kerfi est située à 45 Km au Sud de Goz Beida. Elle est localisée dans le bassin du cours d'eau Bahr Azoum, dont la majeure partie est potentiellement inondable. Elle compte 62 villages sur lesquels 33 furent très touchés par ces inondations et 12 sinistrés (source : les autorités locales), dont trois entièrement engloutis et vidés de leur population. Oxfam a mis en place une action de réponse à court terme pour assister très ponctuellement les populations sinistrées.

ii. Objectifs et stratégie du projet

Le projet s'articule autour d'un objectif principal d'action soit « *assurer la relève des moyens d'existence et de l'amélioration des conditions de vie des ménages et des communautés affectées par l'effet du choc des déplacements de 2010 et de la mauvaise campagne agricole de 2011, dans la région du Dar Sila, à l'Est du Tchad* » et d'un objectif spécifique visant à « *atténuer l'insécurité alimentaire par la mise en place de mécanisme de réhabilitation des moyens d'existence des ménages les plus vulnérables* ».

L'action se décline ensuite en cinq résultats :

- Résultat 1 : Les capacités d'approvisionnement alimentaire des populations vulnérables sont renforcées : ce résultat concerne l'intervention d'assistance en sécurité alimentaire effectuée par les équipes Oxfam dans les villages de retour dans les zones de Koukou et Goz Beida ainsi que pour la partie EHA, l'autonomisation du système d'entretien et manutention des infrastructures d'eau des villages d'intégration d'Habile et Aradib ainsi qu'une intervention dans des villages de retour ou villages hôtes dans la zone de retour.
- Résultat 2 : La connaissance des situations socio-économiques de la zone est améliorée et les paramètres clés de suivi et d'alerte précoce sont identifiés.
- Résultat 3 : L'accès à l'eau potable et les pratiques d'hygiène des populations sont améliorées : ce résultat vise de renforcer l'action des équipes de sécurité alimentaire avec une intervention EHA dans les villages de retour dans la zone de Goz Beida.
- Résultat 4 : La coordination, le partage d'information et d'expérience entre les acteurs de l'espace humanitaire sont améliorés : ce résultat vise à accompagner financièrement l'action menée par le CCO.
- Résultat 5 : L'impact des inondations sur les conditions sanitaires et d'hygiène des ménages sinistrés est atténué : ce résultat concerne la réponse à court terme mis en place dans les villages autour de Kerfi touchés par les inondations d'août 2012.

La logique d'intervention pour le secteur sécurité alimentaire se basait sur la stratégie vouchers. Celle-ci a consisté à l'achat des vivres par les commerçants et à l'octroi des coupons aux bénéficiaires pour en profiter.

Concernant la logique d'intervention EHA, elle se basait sur les actions suivantes :

- Amélioration de l'accès à l'eau sécurisée : réhabilitation de points d'eau, redynamisation des comités de gestion des points d'eau et formation des artisans réparateurs (avec mise en contact avec les fournisseurs de pièces détachées)
- Garantir les bonnes pratiques d'hygiène en accompagnant les séances de sensibilisation avec des distributions d'items
- Augmenter l'accès aux latrines en vulgarisant l'approche ATPC
- Renforcer les capacités des structures communautaires de gestion et maintenance des infrastructures d'eau dans les villages d'intégration d'Habile et Aradib

La stratégie de ciblage visait essentiellement à avoir un impact sur les populations les plus vulnérables de la zone d'intervention. Or cette vulnérabilité a été définie à partir des critères suivants :

- Les ménages pauvres et très pauvres (un critère supplémentaire a été ajouté pour les activités de distribution de kits NFI pour les villages de retour de Goz Beida soit prendre en compte parmi les ménages pauvres et très pauvres les ménages ayant au moins un enfant de moins de 5 ans).
- Les populations déplacées vivant dans les villages d'intégration
- Les populations vivant dans des villages de retour
- Les populations déclarées sinistrées suite aux inondations de l'été 2012

Les critères d'identification de ménages pauvres et très pauvres ne sont pas basés sur les résultats d'une étude HEA puisque cette étude a été réalisée dans le cadre de ce projet. La stratégie de ciblage s'est principalement basée sur l'identification communautaire des critères proposés.

iii. Panoramas des autres initiatives pour réponse aux crises

Différents acteurs sont intervenus dans le Sila pour répondre notamment à la crise alimentaire. En matière de logique d'intervention SA, seul Oxfam avait pris l'option des vouchers dans la zone. Les autres acteurs ont opté pour d'autres stratégies d'action. ACORD intervient dans la sécurité alimentaire dans le Département de Sila. La stratégie de cette ONG consiste à soutenir les initiatives des groupements agricoles pour assurer les stocks de semences par ménages.

L'ONDR a assuré la vente subventionnée des vivres (activités revenant en réalité à l'ONASA), en mois de mai, des sacs de sorgho (13 000 sacs pour 2012). Le prix d'un sac au marché coûtait 22 000, mais l'ONASA faisait vendre ces denrées à 10 000 FCFA le sac. Une répartition par sous-préfecture, canton et par village a été faite. Cette option a certaines limites car elle ne permettait pas aux ménages pauvres et très pauvres de pouvoir accéder aux vivres, puisqu'elles ne pouvaient pas payer la somme de 10 000 FCFA.

Plusieurs initiatives s'orientent plutôt vers l'appui aux groupements. L'objectif est de promouvoir la mise en place de mécanismes et lieux de dialogue nécessaire pour que les groupements puissent jouer pleinement leur rôle en tant qu'acteurs de développement et maintenir un dialogue avec les acteurs d'appui notamment au niveau local. Les organisations de base et particulièrement les populations vulnérables ne disposent pas toujours des compétences nécessaires pour assurer un suivi et contrôle efficace des aides octroyées par les ONG, ce qui suppose que les groupements assurent un rôle de relais entre ces personnes et les institutions d'appui.

La Fédération Luthérienne Mondiale (FLM) a été dans le sens de cette stratégie en soutenant les producteurs individuels et les groupements.

Concern Worldwide a également développé des activités de sécurité alimentaire combinée avec les volets EHA et nutrition dans les villages de retour de Goz Beida. Cette ONG a choisi l'option de cash transfert à partir de mars et a dû suspendre cette activité étant donné les risques sécuritaires. Leur projet actuellement en cours, ils ont préféré les foires au coupon au cash transfert. Même si le nom diffère, la stratégie de ciblage et de distribution est très proche de celle d'Oxfam. Concernant les activités EHA, l'intervention est relativement similaire, même si à défaut de réhabiliter des points d'eau, ils construisaient des points d'eau. Le point fort de leur approche, reste leur capacité de prise en charge et de suivi de la malnutrition.

FPT, une ONG locale, s'est principalement concentrée à réaliser des activités de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et la vulgarisation de l'ATPC.

Quant à ACTED, ils interviennent depuis 2008 dans les villages de retour afin d'améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement.

III. Résultats de l'évaluation

i. Analyse de la pertinence de l'action

Point fort de l'action

Relativement aux politiques mises en place par le gouvernement tchadien, il faut reconnaître la cohérence du projet avec les priorités retenues par le « Programme National de Sécurité Alimentaire au Tchad » (PNSA), élaboré en 2005, par le Gouvernement tchadien. Celui-ci met notamment l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables en vue de soutenir la lutte contre la pauvreté et de promouvoir le développement humain durable. Il reprend de manière explicite les axes prioritaires retenus dans ce projet: l'autonomisation des personnes vulnérables, la relève des moyens d'existence. Le projet respecte également les principes développés dans le Schéma Directeur de l'Eau et l'Assainissement (SDEA) ainsi que les recommandations effectuées par le 9^{ème} FED notamment concernant le prix des réparations et les bonnes pratiques liées à la mise en place d'un comité de gestion de point d'eau par point d'eau et du développement des associations des usagers de l'eau (AUE).

La réflexion autour de la stratégie de ciblage des populations les plus vulnérables et l'implication communautaire a été particulièrement pertinente. En effet, l'action a choisi de définir la vulnérabilité au travers des critères suivants :

- Ménages pauvres et très pauvres (avec la spécificité pour certaines actions EHA d'ajouter le critère des ménages ayant au moins un enfant de moins de cinq ans)
- Populations vivant dans les villages de retour
- Population déplacées à l'intérieur du pays et vivant dans les villages d'intégration
- Populations sinistrées suite aux inondations de 2012

Même si la stratégie en elle-même est pertinente, nous verrons dans le point suivant qu'elle reste à améliorer quant à sa mise en œuvre.

L'approche de la stratégie d'action au travers des *vouchers* a également été pertinente et a clairement été réalisé au moment clé soit période de soudure. En effet, le fait de passer par les commerçants a permis d'éviter une inflation des prix sur les différents marchés locaux, étant donné que le montant de l'argent mobilisé pour les vivres s'approchait d'un milliard de francs CFA. En choisissant cette démarche, le projet a d'une manière indirecte, contribué au développement économique (à travers les marchés gagnés par les entrepreneurs locaux)

La mise en place de comités de plaintes a vivement été appréciée par les personnes interrogées. En effet, elles se sont senties fortement impliquées dans le déroulement des activités. Néanmoins, le seul bémol de ces comités reste un doute sur leur neutralité étant donné que l'on fait appel à eux à chaque moment du projet soit la vérification de la conformité entre les noms inscrits sur les listes et la personne présente lors de la distribution mais également lors de la collecte des plaintes suite à des problèmes rencontrés lors des distributions.

En matière d'intervention EHA, l'ingénierie développée autour de la réhabilitation du point d'eau est clairement pertinente. En effet, il s'agit d'apporter un appui ponctuel à un système de gestion communautaire du point d'eau et non pas d'apporter un appui permettant uniquement la réhabilitation du point d'eau. En premier lieu, les équipes ont diagnostiqué des réhabilitations possibles dans certains villages de retour et pour la plupart, les comités de gestion des points d'eau rencontraient également des difficultés de recouvrement. Cela venait soit de problème du système de cotisation : les populations bénéficiaires étaient appelés à cotiser uniquement au moment de la panne, ce qui ne permettait ni un entretien régulier du point d'eau, ni une réactivité à effectuer cette réparation. Les équipes ont proposé un système de cotisation mensuelle avec une cotisation définie par les populations bénéficiaires. Etant donné le contexte, les cotisations peuvent être également collectées en nature. Chaque mois, les CGPE rendent compte à la population des cotisations collectées et des dépenses effectuées. En outre, dans un village comme Abchour qui a 7 points d'eau, un seul comité était en charge de la supervision de tous les points d'eau. La création d'un CGPE par point d'eau a permis le partage du travail et un allègement du temps d'occupation des membres du comité. Les artisans réparateurs ont également reçu des formations

supplémentaires pour renforcer leur connaissance ainsi qu'une caisse de réparation pour leur permettre de répondre au mieux aux pannes rencontrées.

Dans le cas particulier des villages d'intégration, la mise en place de l'AUE qui succède aux différents comités de gestion a été très fortement appréciée par les membres des comités de gestion des points d'eau, ainsi que par le MHUR, puisque cette démarche s'inscrit dans leur politique nationale.

L'activité EHA qui a rencontré un franc succès reste la vulgarisation de l'ATPC. Le déclenchement a été très rapide dans les villages pilotes et les réalisations des populations sont remarquables. Selon les équipes terrain, ce succès se base sur la connaissance des villages. En effet, le travail de sensibilisation effectuée dans les villages ont permis d'identifier les problèmes de salubrité spécifiques à chaque contexte. Fort de son succès, les villages proches des villages FDAL ont également exprimés leur volonté de bénéficier de cette approche, allant même jusqu'à réaliser eux même les fosses pour faire les latrines avant même que les équipes aient développé l'approche dans leur village, comme se fut le cas à Amkharouba.

Enfin, les distributions de NFI ont également été pertinentes car les populations non seulement exprimaient leur satisfaction mais lors de visites dans les ménages, nous avons pu noter leur bonne utilisation (avec néanmoins quelques améliorations à apporter concernant la propreté des bidons).



Femme bénéficiaire des distributions NFI post inondations dans le village d'Angourtoulou

Point à améliorer

Même si la stratégie de ciblage a été bien pensée, c'est bien la mise en œuvre qui doit être révisé. Selon les témoignages des populations bénéficiaires que nous avons pu recueillir, il y a des frustrations qui ont été relevés (excepté dans les villages qui ont bénéficié d'une couverture totale comme Modo étant donné le faible nombre de ménages du village, soit moins de 50). En effet, les listes ont été élaborées par les chefs et notables des villages qui ont pris en considération premièrement les présents et à des degrés plus ou moins importants selon les villages leurs intérêts personnels ou intérêts d'un groupe. Donc on ne peut garantir que les populations les plus vulnérables n'ont pas été spécifiquement touchées. Néanmoins, les personnes interrogées ont souligné qu'il y a eu un phénomène de redistribution. Les ménages non bénéficiaires ont été aidés par ceux qui avaient bénéficié des vivres. Certains ménages non bénéficiaires ont reconnu cette solidarité des autres et ont même affirmé avoir reçu des uns et des autres, des quantités supérieures à celles accordées aux bénéficiaires des coupes.

La mise en œuvre de cette stratégie de ciblage doit être revue en conservant cette participation communautaire mais en prévoyant une contre vérification objective pouvant être effectuée par les équipes sur le terrain. Le ciblage pourra également être plus clairement être réalisé grâce notamment aux connaissances acquises grâce à l'étude HEA réalisée cette année par les équipes. Par contre, il est nécessaire d'intégrer les critères spécifiques au secteur EHA aux critères SA car par exemple, les équipes terrain ont eu certaines difficultés à pouvoir toucher les ménages ayant des enfants de moins de cinq ans puisque ce type d'information n'avait pas été relevé par les équipes SA au préalable.

Le moment de réalisation des activités EHA, spécifiquement les réhabilitations des points d'eau et la distribution des kits NFI dans les villages de retour de Goz Beida est discutable. En effet, si la volonté première est une réponse à apporter pour que les populations les plus vulnérables puissent avoir accès à l'eau sécurisée au moment critique soit pendant la saison des pluies, il n'est pas pertinent d'effectuer les distributions et les réhabilitations pendant la saison des pluies. S'il s'agit d'accompagner les populations pendant la période de réhabilitation, l'action reste pertinente. On note particulièrement que les réhabilitations dans les villages de retour de Koukou se sont faites dans un temps très court (moins de deux mois) et l'impact de ce court temps d'accompagnement aux CGPE et AR est certainement faible. Néanmoins, ces interventions ont été conditionnés par la période de signature du contrat avec ECHO soit au mois de mai. Il est clair que l'exécution dans les temps des activités de réhabilitation à la veille de la saison des pluies ne pouvait pas être effective.

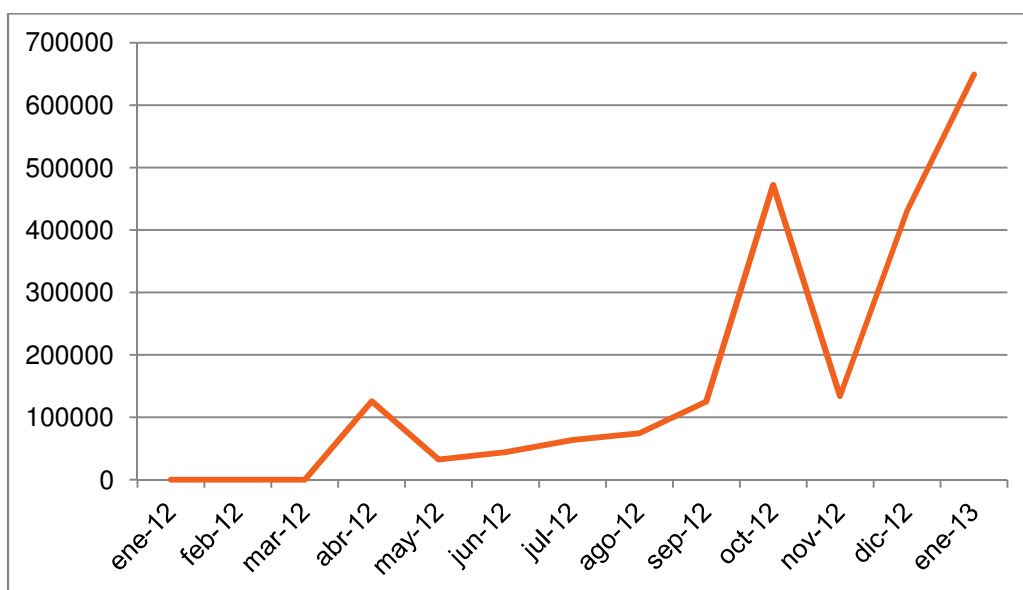
Un bémol pour les activités EHA effectuées dans les villages de retour de Goz Beida est de ne pas avoir effectué le suivi qualité de l'eau en effectuant des analyses de l'eau au point d'eau, au moment du transport ainsi qu'au niveau du ménage. Cela aurait permis d'identifier les moments à risque de la contamination de l'eau et d'affiner les messages de sensibilisation portant sur le respect de la chaîne de l'eau. Concernant les ouvrages réhabilités, il est noté certaines imperfections sur la finition, ce qui peut avoir un impact sur la durabilité de l'ouvrage et surtout le respect de la salubrité dans le point d'eau. Enfin, le suivi épidémiologique n'a pas pu être effectif car les données disponibles étaient globales et concernaient l'aire de santé et non les villages comme unité.

ii. Analyse de l'efficience

Si l'on considère la consommation du budget par résultat, on peut estimer que le budget était maîtrisé puisqu'aucun écart de consommation n'a été noté par résultat.

Si l'on considère la consommation mensuelle du budget comme souligné dans le graphique ci-dessous, on se rend compte que même si le projet s'étendait sur 13 mois, les activités ont été concentrées dans la seconde partie du projet.

Graphique 1 : Consommation budgétaire par mois



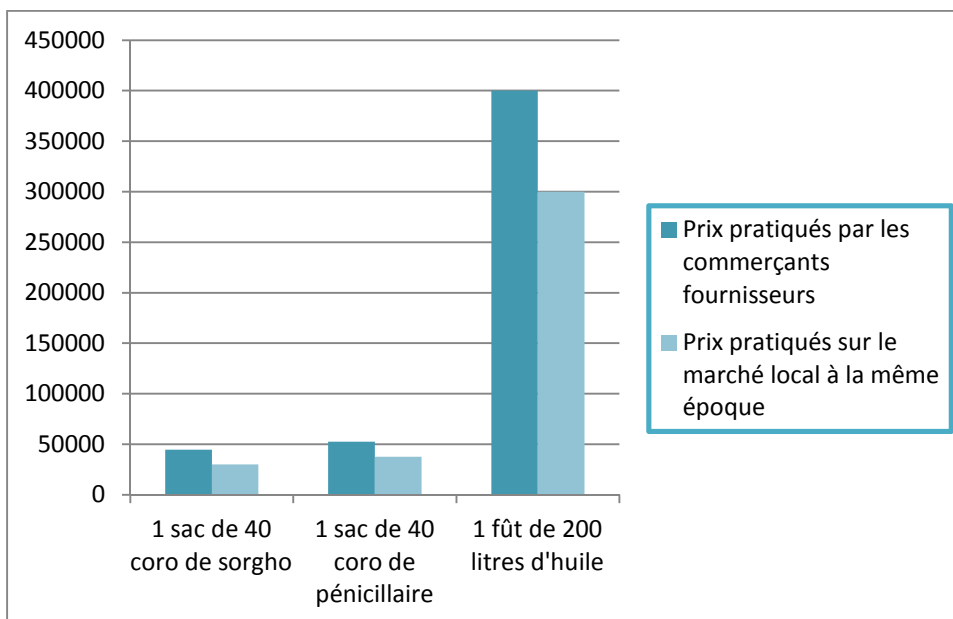
Les trois premiers mois du projet, aucune dépense n'est à noter. On observe des pics de consommation au mois d'octobre, décembre et janvier. Pour rappel environ 75% du budget est alloué aux activités de sécurité alimentaire, donc à l'activité de *vouchers* et ces pics correspondent au moment de paiement des commerçants.

On note également un manque de communication entre les départements supports et programme. Par exemple, les équipes EHA n'ont pas reçu la totalité des items pour les kits NFI à temps et ont dû effectuer deux distributions au lieu d'une seule globale. Par contre, dans les équipes programmes, les équipes ont fortement communiqué pour maximiser leur action sur le terrain et rationaliser l'utilisation des voitures notamment.

Il y a eu un nombre de personnel mobilisé minimum. Il aurait peut être été pertinent d'ajouter certains animateurs pour les équipes de sécurité alimentaire. Enfin, il y a eu un gap dans le poste d'officier SA et une forte rotation pour le poste de WaSH Manager qui ont certainement eu un impact sur le suivi des activités.

Il y a eu une différence notable entre les prix pratiqués par le projet et les prix du marché. Ce qui a inévitablement affecté l'efficacité des interventions réalisées. En outre, le suivi stratégique qui aurait permis d'apprécier la qualité et les effets des actions menées s'est vu limité en raison de l'inaccessibilité à certains villages pendant la période des distributions des vivres. Il faut souligner que cette situation a dû rendre moins visibles les résultats et l'impact du projet. Pour une explication concrète, voici les prix pratiqués pendant la passation des contrats.

Graphique 2 : Comparatif des prix des denrées alimentaires entre les prix pratiqués sur le marché local et les prix pratiqués par les commerçants fournisseurs.



Quatre explications aux différences des prix :

Il faut noter que, pour éviter l'inflation dans la zone, les commerçants avaient l'obligation (condition pour l'octroi des marchés) de s'approvisionner hors zone du projet. Ainsi, les lieux comme Abéché et la frontière avec le Soudan ont été évoqués par les commerçants, comme source d'approvisionnement pour ce marché. Les prix d'achat et le coût de transport exprimés par les commerçants ont donné le tableau ci-dessus.

Tableau 1 : Estimation du détail du prix pratiqué par les commerçants à partir des prix pratiqués à Abéché

	Prix d'achat à Abéché	Coût transport et manutention	Marge du commerçant
1 sac de 40 coro de sorgho	25000	10000	9500
1 sac de 40 coro de pénicillaire	32000	10000	10500
1 fût de 200 litres d'huile	300000	75000	25000

Ces estimations soulignent que les possibles marges effectuées par les commerçants oscillent entre 6% pour un fût de 200 litres d'huile et 20% pour un sac de 40 coro de sorgho ou pour un sac de 40 coro de pénicillaire et

En outre, une série de conditions auxquelles les commerçants soumissionnaires devaient s'astreindre, conformément à l'appel d'offres lancé le 12 juin 2012, n'ont pas permis aux commerçants ayant les capacités de livrer les vivres moins chers d'accéder au marché. En effet, l'exigence de l'autorisation administrative, du Registre de Commerce, du Quitus Fiscal, du Certificat de non faillite, de la patente n'a pas permis d'élargir la liste des candidats. Or, les entreprises légalement reconnues n'étaient pas nécessairement celles qui avaient les capacités financières. Ainsi, les entreprises retenues ont effectué des sous-contrats avec celles qui n'avaient pas été retenues et qui pouvaient les aider à honorer leurs engagements.

Des sous contrats nuisibles : selon les contrats de fourniture des vivres disponibles à Intermón Oxfam, il y eut 4 entreprises à Koukou et 4 entreprises à Goz-Beida. Or, selon nos enquêtes, les commerçants retenus ont dû faire livrer les vivres par les autres, à travers les « sous contrats »

(un sous contrat de 100 millions à Koukou, à un groupe de 5 commerçants d'Aradib et 2 sous contrats à Goz-Beida, pour une valeur d'environ 200 millions). Toute cette chaîne d'entente a eu un impact négatif sur les prix pratiqués lors de la mise en œuvre de ce projet car ils augmentent la marge du commerçant. Par conséquent, les quantités fournies aux bénéficiaires ont été certes celles retenues dans les contrats, mais faibles au regard de ce qui s'est passé.

Enfin, une autre explication que l'on peut avancer est que, d'une manière générale, les opérateurs économiques ont tendance à faire grossir les prix quand ce sont les ONG qui lancent les appels d'offres. Ce constat est fait par nombre d'acteurs des ONG œuvrant à l'Est.

Bien que les résultats globaux soient jugés satisfaisants, la différence entre les prix pratiqués localement et ceux appliqués à ce projet a été un handicap certain. Les critères appliqués pour la validation des contrats (s'approvisionner en dehors de la zone du projet) ont dû limiter le nombre de personnes à aider. Par conséquent, l'option de passer par les intermédiaires commerçants n'a pas produit les résultats escomptés. Or, il devait être le socle de la maximisation des résultats, un instrument d'action efficace. Sur cette base des constats de la mission, la fonctionnalité et la durabilité de l'intermédiation restent donc problématiques, quand bien même nous estimons que c'était la meilleure option (le cash transfert aurait créé une véritable inflation, vu le montant injecté dans les vivres).

iii. Réalisations et effets

Avant d'énoncer indicateur par indicateurs les résultats obtenus, on doit noter en premier lieu la réalisation d'un plan de suivi évaluation des différents indicateurs du projet en amont de la mise en œuvre des activités.

Toutes les activités inscrites dans le projet ont été réalisées à l'exception du système de surveillance d'alerte précoce, même si les paramètres ont eux été identifiés comme prévu.

Enfin, concernant les indicateurs, nous remarquons que

- certaines cibles ont été très ambitieuses pour un projet aussi court
ex : à la fin du projet, 70% des ménages de la zone n'ont pas recours à des stratégies nuisibles.
- certains indicateurs ne sont pas très SMART
ex : A la fin du projet, 100% des réparations sont effectuées dans les sites de Habilé et sont assurées par les artisans réparateurs formés par IO.
- le résultat 4 n'a pas d'indicateur

Pour certaines actions comme l'autonomisation du système d'exploitation et maintenance dans les villages d'intégration d'Habile et d'Aradib, nous aurions pu proposer des indicateurs suivants :

- % de points d'eau fonctionnels
- % de points d'eau nettoyés régulièrement
- Régularité des cotisations des CGPE

Taux de réalisation par indicateur (Cf résumé du tableau en annexe 5)

Objectif spécifique : Atténuer l'insécurité alimentaire par la mise en place de mécanisme de réhabilitation des moyens d'existence des ménages les plus vulnérables

Indicateur : A la fin du projet, 70% des ménages de la zone n'ont pas recours à des stratégies nuisibles.

- ✓ Selon les enquêtes PDM, 51% des ménages de la zone n'ont pas recours à des stratégies nuisibles.

Résultat 1 : Les capacités d'approvisionnement alimentaires des populations vulnérables sont renforcées.

Indicateur 1.1 : Au moins 80% des ménages soutenus ont un score de diversité alimentaire acceptable pendant la période de soudure.

- ✓ Selon les enquêtes PDM, il s'agit de 45% des ménages soutenus.

Indicateur 1.2 : Après la période de soudure, au moins 60% des ménages disposent d'au moins 2 stratégies efficaces qui leur garantissent un approvisionnement les 6 prochains mois.

- ✓ Toujours selon les PDM, 51% des ménages disposent d'au moins 2 stratégies efficaces.

Indicateur 1.3 : A la fin du projet, 100% des réparations sont effectuées dans les sites de Habilé, Aradib, et sont assurés par les artisans réparateurs formés par IO.

- ✓ Si on se réfère aux rapports de suivi des équipes terrain, les réparations effectuées dans les villages d'intégration d'Habilé et Aradib au cours des mois d'octobre, novembre et décembre ont été réalisés par les artisans réparateurs. Le nombre de réparations est spécifié ci-dessous.

Mois	Nombre de pannes	Habile	Aradib
Octobre	3	1	2
Novembre	3	3	0
Décembre	11	6	5
Total	17	10	7

Néanmoins, si on considère que les artisans réparateurs ont la capacité de réparer les points d'eau après la fin du projet, 100% des points d'eau des villages d'intégration serait fonctionnels actuellement. Cette cible est presque atteinte puisque sur les 89 points d'eau réalisés, 87 sont à ce jour toujours fonctionnels ce qui représente une cible de 97%.

Indicateur 1.4 : Au moins 15 points d'eau sont réhabilités dans les villages de retour.

- ✓ 17 point d'eau au total ont été réhabilités à Dogdoré et 1 point d'eau au niveau de Tiero, soit au total 18 points d'eau réhabilités. 1 point d'eau avait été réhabilité au niveau de Marena. Néanmoins ce point d'eau était une borne fontaine non encore réceptionnée comme pour Tiero. Donc les rampes d'eau installées à Marena ont dû être désinstallées. Etant donné le manque d'accès à l'eau, les installations ont été conservées à Tiero. Soit un total de 18 points d'eau réhabilités

Résultat 2 : La connaissance des situations socio-économiques de la zone est améliorée et les paramètres clés de suivi et d'alerte précoce sont identifiés.

Indicateur 2.1 : 2 à 3 profils HEA sont publiés et restitués aux acteurs.

- ✓ Deux profils HEA ont été réalisés par Oxfam.

Indicateur 2.2 : Les paramètres clés de suivi et d'alerte précoce de la zone sont identifiés et planifiés pour suivi.

- ✓ Les paramètres clés de suivi et d'alerte précoce ont été identifiés mais aucun système de surveillance et d'alerte précoce n'a été mis en place par la suite.

Indicateur 2.3 : Les cadres (partenaires et/ou agent de l'Etat) sont formés à l'approche HEA.

- ✓ Deux formations ont été réalisées. Les partenaires présents étaient les partenaires suivants : PAM, HCR, CONCERN WORLDWIDE, WORLD CONCERN, ADRA, BCI, FPT, CHORA, ADS, ONDR, Service de l'Elevage et Service de l'Action Social et de la famille

Résultat 3 : L'accès à l'eau potable et les pratiques d'hygiène des populations sont améliorés.

Indicateur 3.1 : Au moins 15 points d'eau sont réhabilités dans les villages hôtes/retournés et relocalisés autour de Goz Beida

- ✓ 15 réhabilitations de points d'eau ont été réalisées.

Tableau 2 : Détails des réhabilitations réalisées par village

Nom du village	Type de pompe	Nombre d'intervention	Pièce rechangée
Abchour	Vergnet	1	Monture de chaîne
Goumbatou	Vergnet	1	Membrane
Agoundi	Vergnet	1	Piston complet, membrane
	Vergnet	1	Membrane
Amkharouba	Vergnet	1	Installation d'une pompe complète
Djorlo	Vergnet	1	Installation d'une pompe complète
Kerfi	Vergnet	1	Bague de guidage
	Vergnet	1	Tuyaux de refoulement
	Vergnet	1	Tuyaux de refoulement
	Vergnet	1	Segment
	Vergnet	1	Piston complet, bac de guidage

Indicateur 3.2 : 60% des femmes connaissent deux vecteurs de transmissions des maladies diarrhéiques chez les enfants et pratiquent deux comportements positifs adaptés à leur prévention.

- ✓ A partir des questionnaires réalisés lors des enquêtes PDM, 95% des femmes connaissent au moins deux vecteurs de transmissions des maladies hydriques.
- Concernant les comportements positifs adaptés à leur prévention,
- 54% des femmes interrogées utilisent une latrine
 - 84% des femmes interrogées conservent correctement leur eau
 - On observe chez 51% des femmes la présence d'un dispositif de lave-main
 - Chez 67% femmes interrogées, aucun excréta d'enfants n'a été observé

Résultat 4 : La coordination, le partage d'information et d'expérience entre les acteurs de l'espace humanitaire sont améliorés

Si l'on se réfère aux différentes activités demandées par le CCO, il est possible d'évaluer son action à partir des critères suivants :

- mise en place d'un point focal sécurité
- organisation de réunions de coordination des ONGs
- élaboration d'un mapping des actions des différentes ONGs

Il y a peu de sources de vérification disponible mise à part quelques comptes de réunions de coordination permettant de justifier l'action de coordination ou bien l'existence encore aujourd'hui de réunions sécurité interONG. Une prise de contact a été faite avec le personnel du CCO sans retour à l'heure actuelle à la date de rédaction du rapport. Des éléments sont encore en cours afin de pouvoir finaliser l'évaluation de ce point précis du projet.

Résultat 5 : L'impact des inondations sur les conditions sanitaires et d'hygiène des ménages sinistrés est atténué.

Indicateur 5.1 : 100% des ménages ciblés bénéficient des distributions de kits d'hygiène.

- ✓ Selon les enquêtes PDM, 100% des ménages ciblés ont bénéficié des kits d'hygiène.

Indicateur 5.2 : Au moins 60% des bénéficiaires connaissent les messages clés de promotion à l'hygiène (lavage des mains, défécation sécurisée, chaîne de l'eau).

- ✓ Selon l'enquête PDM, 58% des ménages ciblés connaissent au moins un message clés de promotion à l'hygiène.

Calcul du nombre total de bénéficiaires

Nombre total des bénéficiaires des activités SA	10 795 ménages soit 53 975 personnes
Nombre total des bénéficiaires des activités WaSH	920 ménages (inondations kerfi) + 1440 ménages (villages de retour koukou) + 231 personnes (CGPE Habile et Aradib) Soit un total de 12031
Total des bénéficiaires de l'action	Soit au total 66 006 personnes bénéficiaires

(cf annexe 5)

iv. Participation, Empowerment et genre

Un point remarquable du projet est clairement l'implication et la participation des populations bénéficiaires aux différentes étapes du projet. Et c'est une démarche fortement appréciée de la part des populations. Même si dans le cadre de la stratégie de ciblage, cette implication a connu certaines limites. Il aurait été préférable d'élargir les personnes ressources pour identifier la liste des ménages pauvres et très pauvres ou encore identifier un panel représentatif pour clarifier les critères de vulnérabilité et obtenir un consensus.

L'innovation première dans la question de reddition des comptes sont les comités de plaintes. Les comités de plaintes qui sont le plus souvent mixtes ont été mis en place dans tous les villages où la distribution a eu lieu, soit 47 villages. Ils avaient pour objectif de vérifier les listes des bénéficiaires lors des distributions ainsi que de recueillir les plaintes après distributions. Or la limite que l'on peut observer est qu'il est difficile de conserver une certaine neutralité si on est à la fois le garant du bon déroulement de la distribution puis le point focal de toute réclamation post distribution.

Dans le cadre des activités EHA et pour le système d'exploitation et de maintenance des ouvrages, particulièrement dans les villages d'intégration d'Habile et Aradib, les populations ont été organisées en structures communautaires, les comités de gestion de points d'eau. Au-delà des CGPE, a été mis en place l'AUE, héritière des comités directeurs mis en place au niveau de chaque secteur des anciens secteurs pour assurer la supervision et le support des CGPE. Cette structuration communautaire a engendré un vrai engagement et une responsabilisation de la communauté.

La mixité au niveau des CGPE a été fortement appréciée par les populations interrogées. En effet, que ce soit pour les groupes d'hommes ou les groupes de femmes, le fait que le poste de trésorière soit occupé par une femme est une garantie pour le CGPE parce que les femmes sont le plus souvent dans le ménage et pour les populations parce qu'il y a une confiance dans la capacité de gestion des femmes. En outre, il s'agit également d'une possibilité de mobiliser les hommes et les femmes grâce à un comité de mixte. Pour le clin d'œil, voici un témoignage d'une femme d'Amkharouba : « *il est important qu'il y ait des hommes dans le CGPE parce qu'ils sont plus actifs, ils ont plus le temps de mobiliser les populations, nous autres les femmes nous sommes très occupées* ».

Enfin, nous avons pu observer que même si les femmes préfèrent majoritairement les FGD non mixtes, lorsque des FGD mixtes ont été réalisés, les femmes ont fortement participé et ont pu contredire certains propos émis par les hommes.

Concernant les distributions de kits d'hygiène que ce soit pour les villages de retour de Goz Beida ou encore lors de la réponse inondations, il est réellement nécessaire de viser systématiquement

les femmes pour ce type de distributions. Car, comme certaines femmes l'ont souligné, même si il n'y a pas de problème en soit que les hommes puissent recevoir les kits, ils ne sont pas vraiment concernés et lorsque le chef de famille est polygame, cela peut créer des problèmes au niveau du ménage de jalousie entre les coépouses mais surtout il est possible que les items n'arrivent pas dans le ménage.

v. Durabilité du projet

Le critère de durabilité du projet concerne essentiellement la question de l'autonomisation des structures de gestion des points d'eau des villages d'intégration d'Habile et d'Aradib.

En effet, même s'il y a eu un accompagnement des CGPE dans les villages de retour avec également formation des artisans réparateurs au niveau communautaire, le projet n'a pas pu mettre en place des structures dont on peut garantir la durabilité. Même si chaque CGPE exprime un vrai engagement, il reste quelques aspects comme l'accès à certaines pièces notamment les pièces pour les pompes Vergnet ainsi qu'un besoin exprimé de renforcement de leur connaissance sur la maintenance et entretien des pompes Vergnet qu'ils estiment plus complexes à réparer que les pompes India Mark II.

L'action de ce projet s'inscrit dans la continuité d'une intervention qui comprenait la gestion totale du secteur EHA pour Habile et Aradib en 2008, 89 points d'eau sont présents au total sur les deux villages d'intégration et chaque point d'eau est géré par un CGPE. Les équipes Oxfam avaient mis en place des comités directeurs par secteur pour encadrer et soutenir les CGPE. Ces comités directeurs ont ensuite été dissous pour être transformés en AUE, association d'usagers de l'eau. Pour préparer son retrait des villages d'intégration, les équipes Oxfam ont effectué différentes réunions d'explication et ont mis en place des outils d'autonomisation comme la reconnaissance légale de l'AUE, l'enregistrement des ouvrages réalisés au niveau du MHUR, la formation des artisans réparateurs et la mise en relation avec les fournisseurs d'Abéché, la mise en place de stratégie de cotisation mensuelle pour la pérennisation des ouvrages d'eau.

Le retrait d'Oxfam s'était également accompagné par un appui des équipes plaidoyer et communication avec la rédaction d'un rapport conjoint avec différentes partenaires intitulé « *solutions durables pour les personnes déplacées : les défis de l'Est du Tchad* », dont malheureusement le suivi des recommandations effectuées n'a pas pu être fait puisque l'aspect protection et plaidoyer à l'Est du Tchad n'a plus été considéré par la mission comme priorité en fin d'année 2012.

A la fin du projet, les CGPE ont adopté avec plus ou moins de succès le système de cotisation.

Si l'on considère un seuil de collecte à 15 000 FCFA, on observe selon les données collectées par les équipes terrain qu'au début du mois de décembre 2012,

- pour Aradib, 27 CGPE sur 43 avaient collecté une somme supérieure à ce seuil
- pour Habile, ce sont 29 CGPE sur 46 qui ont un montant dans leur caisse eau supérieur à ce seuil

Soit au total, 62% des CGPE ont une caisse eau d'un montant supérieur à 15000 FCFA.

Au cours des discussions avec les membres de CGPE rencontrés, ils semblent que les cotisations ont été plus régulières après le retrait d'Oxfam quand les populations se sont rendues compte du départ effectif de Oxfam. Les cotisations peuvent être également donné en nature (mil etc..).



Trésorière du CGPE de Habilé 1 montrant les cotisations récoltées.

Chaque vendredi matin, des travaux communautaires pour la salubrité autour du point d'eau étaient organisés autour du point d'eau. Même si certains membres rencontrés se plaignent de ne pas retrouver l'enthousiasme des ménages pour participer à ces travaux communautaires, nous avons pu observer la mise en place de certaines stratégies par des CGPE comme le fait de prendre 500 FCFA de la caisse eau chaque vendredi pour partager le thé avec les personnes ayant participé au nettoyage du point d'eau.

Quatre artisans réparateurs par village d'intégration ont été formés et sont identifiés par les membres des CGPE. Les membres des CGPE et les AR reconnaissent que les réparations à effectuer ne peuvent pas dépasser quatre jours, la plupart des réparations sont réglées dans la journée même. Actuellement 87 sur les 89 points d'eau sont fonctionnels. Pour les deux points d'eau non fonctionnels, ils ont rencontré une panne qu'ils ne savent pas réparer. Leur crainte reste l'accès aux pièces détachées. Même si le fournisseur local a manifesté un engagement pour veiller à la fourniture des pièces nécessaires, les personnes interrogées ont exprimé leur doute.

L'AUE a mis en place une stratégie d'action pour pallier cette difficulté. En effet, chaque mois à partir du mois de janvier, 1000 FCFA est prélevé par point d'eau pour la caisse eau de l'AUE. Lors de notre visite, le président de l'AUE, soit le maire de la ville de Koukou nous a certifié qu'ils avaient près de 200 000 FCFA. Lors de leur prochaine réunion qui doit se tenir ce mois-ci, ils doivent déterminer une liste de pièces détachées à acheter et une équipe sera missionnée pour aller à Abéché afin de constituer ce stock. L'objectif de l'AUE est de gérer elle-même la question du stock pour que les CGPE et les AR ne rencontrent pas de difficulté majeure à réaliser les réparations.

L'AUE a également développé des possibles pistes de développement des CGPE en leur proposant d'investir une partie de leur caisse eau dans des commerces afin de faire fructifier leur argent et augmenter leur capital. Cela permettrait également de fidéliser les membres des CGPE et augmenter leur motivation à gérer le point d'eau.

A l'heure actuelle, le système mis en place dans les villages d'intégration d'Habile et Aradib semble plutôt autonome. Mais cela va devoir se vérifier dans la durée car pour le moment, il y a un certain enthousiasme et dynamisme des membres de l'AUE, qui reconnaissent néanmoins que leur engagement demande beaucoup de temps.

Les craintes actuellement restent :

- Toujours la question des pièces détachées (à voir dans la durée si le stock de l'AUE pourra être renouvelé – Oxfam avait donné un premier stock à l'AUE)
- La mobilisation des populations : les populations n'ont plus accès aux motivations données par Oxfam lors des activités (boule de savon par exemple, formation).

- Le suivi de la qualité de l'eau et la compétence en matière de désinfection. Les AR et CGPE n'ont pas les outils pour faire ce suivi et n'ont pas accès aux produits de désinfection pour réagir en cas de besoin.

vi. Réduction du risque

L'objectif premier du projet était d'assister les ménages pauvres et très pauvres afin qu'ils n'aient pas recours à des stratégies nuisibles ayant des conséquences négatives sur leurs moyens d'existence. Dans ce contexte difficile de pauvreté et d'insécurité alimentaire de la population tchadienne (inondation, mauvaise pluviométrie), l'impact des activités SA a incontestablement répondu à des besoins réels de la population de l'Est. 45% des ménages soutenus ont pu obtenir un score de diversité alimentaire acceptable.

En matière de prévention des maladies hydriques (et dans une logique de prévention de la malnutrition), on a observé une bonne connaissance des méthodes de prévention des populations des villages de retour et une nette aptitude à adopter des bons comportements en matière d'hygiène. Ce sont pour la plupart des populations retournées venant des anciens sites de déplacés où les ONG ont tout de même développé des campagnes de prévention des maladies hydriques depuis quelques années. Il est à souligner cette différence car les résultats observés en matière de connaissance des méthodes de prévention des maladies hydriques sont clairement inférieurs dans les villages autochtones où l'intervention de réponse aux inondations a eu lieu.

Par contre, les données de santé publique sur les maladies hydriques et le suivi des cas de malnutrition ne sont pas assez détaillées par village pour pouvoir faire une réelle analyse de l'impact des actions menées sur le taux de maladies hydriques rencontré dans chaque village d'intervention. En outre, il n'y a pas de réelle étude sur les causes de la malnutrition dans cette zone pour pouvoir malgré tout faire un lien avec une possible action sur la malnutrition.

Enfin, pour mesurer l'accès réel des populations aux différents points d'eau présents, il est important non seulement de recenser dans la zone ces différents points d'eau mais également d'avoir une connaissance plus précise des mouvements de migration des populations dans ce département. En effet, au cours de nos discussions, on a pu identifier :

- des villages d'accueil qui sont devenus de véritables bourgs où les populations anciennes déplacées se sont installées (il y a également parfois des populations réfugiées).
- des villages d'origine où les populations anciennement déplacées sont retournées
- des villages d'origine où les populations déplacées reviennent en saison des pluies pour cultiver leur terre et repartent dans les villages d'intégration en saison sèche (ces villages d'origine comme Modo peuvent voir leur population doublée en saison des pluies).

Ainsi une étude pourrait nous donner quelques informations sur les raisons des migrations des populations retournées et des populations déplacées qui optent pour des mouvements pendulaires et comment introduire ce paramètre pour identifier les besoins en eau dans cette zone.

vii. Analyse de l'intégration SA/EHA

Un effort d'intégration des activités SA et EHA a notamment été visible dans l'intervention menée dans les villages de retour de la sous-préfecture de Goz Beida. Une enquête commune SA/EHA a été effectuée afin d'identifier les villages d'intervention. Malheureusement cette logique n'a pas été poursuivie lorsque l'activité de ciblage a été réalisée. En effet, le ciblage des équipes EHA s'est effectuée à partir des listes déjà préétablies par les équipes SA.

Au niveau pratique, les équipes SA et EHA ont échangé sur leur planification mensuelle concernant les activités et descentes sur le terrain afin d'utiliser de manière rationnelle les véhicules, permettant également les échanges d'information sur le terrain et renforçant les connaissances de chaque secteur sur les réalisations de l'autre secteur.

Des actions intégrées ont été menées notamment la présence systématique des techniciens PHP lors des distributions des coupons. L'analyse SEPO a été également réalisée de manière intégrée SA/EHA.

Des communications ont également eu lieu pour partager les besoins identifiés par les populations. Par exemple, lors des distributions effectuées en fin d'année 2012, les équipes SA ont rapporté la volonté des populations du village bénéficiaire de réaliser des latrines. Nous avons pu constater sur le terrain que les ménages ont d'ailleurs déjà préparé leur fosse. Malheureusement, les activités EHA étaient déjà finalisées à ce moment là du projet et aucune équipe n'était disponible pour accompagner cet auto-déclenchement ATPC dans un village.

Il y a eu une véritable volonté sur le terrain de se rapprocher entre les équipes SA et EHA. Néanmoins, si il y a eu une intégration pratique dans le moment de réalisation des activités et surtout une bonne communication entre les secteurs, il reste maintenant à donner peut être plus de sens à ce rapprochement en identifiant clairement les ponts entre SA et EHA pour appliquer une approche globale de l'intégration SA/EHA.

IV. Conclusions

De manière globale, les résultats de l'action menée ont été atteints dans le sens où face à chaque crise identifiée une logique d'intervention a été adoptée et réalisée au travers des résultats énoncés. Oxfam a su développer une capacité de réponse aux crises rencontrées mais également concrétiser une stratégie de retrait suite à une précédente réponse.

Le choix d'adopter cette approche globale a permis de prendre en considération les différents types de populations rencontrés sur le terrain et un parti pris a été annoncé de se concentrer spécifiquement sur la question de vulnérabilité.

En ce sens, la réflexion autour de l'action a été plutôt appréciable, notamment car cette réflexion a également pris en compte la nécessité d'augmenter nos connaissances tout en réalisant cette action. En outre, une transition a également été opérée en s'engageant sur le plus long terme dans la zone en voulant améliorer les capacités de résilience après avoir voulu sécuriser les moyens d'existence

Les équipes SA/EHA ont également fait preuve d'adaptation en mettant en application leur compétence et connaissance dans un contexte d'intervention totalement différent. Ils ont dû effectuer un passage d'intervention dans un contexte de camps de réfugiés et d'anciens sites de déplacés pour une intervention dans des villages. Il faudra néanmoins continuer à renforcer cette adaptation.

Des aménagements sont néanmoins à apporter concernant la mise en œuvre de cette réflexion, notamment sur l'intervention au travers de vouchers, le ciblage des bénéficiaires et l'intégration SA/EHA. Il est également important de développer des outils pour renforcer le suivi épidémiologique des maladies hydriques et d'émettre des hypothèses sur l'impact entre ces maladies hydriques et la malnutrition. Enfin, la communication doit rapidement être améliorée entre les départements supports et programmes pour que chaque département puisse comprendre la planification des autres, les besoins et difficultés rencontrés.

Le moment clé d'identification des zones d'intervention et le ciblage doit être clairement pris en compte car de nombreux villages ne sont plus du tout accessibles une fois la saison des pluies installées.

Par contre, certaines opportunités dans la zone du Sila sont à prendre en compte. La présence des acteurs santé/malnutrition comme COOPI pourrait nous permettre de pallier le manque de certaines informations dont nous avons besoin. En outre, pour une première intervention dans les villages de retour, les FGD réalisés ont souligné une vraie acceptation d'Oxfam dans la zone. Enfin, les compétences et connaissances des équipes terrain sont déjà considérées au niveau régional puisque des personnes issues des projets réfugiés ou anciens sites de déplacés ont été mobilisés sur des projets concernant des villages de retour. Il y a également des compétences similaires dans le Guera et il serait bon de développer plus d'échange d'expérience au niveau national.

V. Apprentissage

- ✓ Lors de la mise en œuvre de la stratégie de ciblage, il serait important que cette activité soit réalisée avec les équipes SA et EHA ensemble et que les critères spécifiques aux deux secteurs d'intervention soient pris en compte. En outre, les critères peuvent être reposés sur la définition des communautés mais les listes doivent être vérifiées par les équipes programmes.
- ✓ La stratégie de vouchers doit être redéfinie en prenant par exemple en compte le prix des vivres d'une part et les coûts logistiques d'autre part.
- ✓ Les départements support et programmes doivent clairement améliorer leur communication. La planification des activités terrain et les besoins des programmes doivent être communiqués et clarifiés avec anticipation auprès des départements supports. D'un autre côté, les départements supports doivent clarifier tout doute auprès des programmes.
- ✓ Prendre en compte de manière systématique l'analyse de la qualité de l'eau et le suivi épidémiologique.
- ✓ Les planifications des équipes SA et EHA doivent être faites en étroite collaboration.
- ✓ L'approche ATPC a été un franc succès et il est important de poursuivre cette activité.
- ✓ Les comités de plaintes ont été très fortement appréciés par les populations bénéficiaires et cette approche doit être révisée et généralisée aux différents projets.

VI. Recommandations

Après cette première intervention dans les villages de retour, il y a des premiers acquis qui doivent être capitalisés pour servir de référence pour les prochains projets, ne serait-ce la cartographie des villages où nous sommes déjà intervenus avec les caractéristiques nécessaires pour les prochains projets (réalisations effectuées, population, nombre de points d'eau, accessibilité au village, difficulté spécifiques rencontrées lors de l'action précédente, opportunités, personnes de contacts).

Il est important de faire un atelier concernant la mise en œuvre de la stratégie de ciblage à partir des leçons apprises de ce projet et documenté par les informations complémentaires dont la mission dispose aujourd'hui comme l'étude HEA réalisée. Un protocole d'intervention devrait être rédigé et communiqué pour que les objectifs soient clairs pour chaque personne du projet depuis la coordination jusqu'au terrain.

L'approche ATPC doit être étudiée plus spécifiquement pour voir qu'elles sont les opportunités de changement de comportement à apporter à partir de cette dynamique communautaire. Non seulement, il s'agit de passer au niveau suivant de consolidation des infrastructures dans les villages FDAL, mais également de voir comment le scale up dans la zone peut être réalisée. Enfin, il serait intéressant de voir s'il y a une possible d'appliquée la même méthodologie pour avoir des villages « respect de la chaîne de l'eau » ou villages mains propres.

Pour assurer la durabilité des ouvrages réhabilités et des structures communautaires de gestion mises en place, il est fortement recommandé d'assurer une communication régulière avec le MHUR et les délégations régionales du MHUR. Il est très important de référencer les ouvrages réalisés ou même les réhabilitations effectuées auprès de ce ministère compétent. De même les bonnes pratiques en matière de pérennisation des CGPE ou encore des AUE doivent être partagées au sein du cluster plus régulièrement.

La stratégie d'intervention par les vouchers ne doit pas être remise en cause car cela a été bien été le bon choix d'intervention. Néanmoins la mise en œuvre doit être révisée. Il peut y avoir une possibilité de prendre en compte les prix pour les vouchers et de mettre en place un système de subvention pour

les coûts de logistiques que doivent supporter les commerçants identifiés. Il est très important que les dossiers de candidature déposés après appel d'offre doivent être confrontés au prix du marché.

L'approche protection n'a pas été prise en compte en fin de projet alors qu'un long travail avait été effectué durant les dernières années d'intervention. S'il est vrai que le départ d'Oxfam des camps de réfugiés et des anciens sites de déplacés nous amène à revoir cette approche, le fait de poursuivre notre action dans une zone doublement vulnérable (ménages pauvres et très pauvres et populations déplacées retournées) doit revoir peut être cette approche comme une approche transversale. Il serait important de former les équipes aux aspects protection et de poursuivre une communication régulière (articles proposés, témoignages collectés) entre les programmes et le département plaidoyer et communication.

Enfin, il serait intéressant d'étudier spécifiquement les migrations des populations déplacées dans le département du Sila. En effet, lors des échanges dans les villages, il apparaît clairement qu'il y a différents types de mouvements de populations déplacées : retour vers les villages d'origine ou villages hôtes ou encore mouvement pendulaire entre les villages d'origine en saison des pluies pour exploiter les terres et les villages d'intégration en saison sèche. La particularité de ces migrations est le fait que ce sont les ménages entiers qui migrent et non uniquement le chef de famille par exemple. Il serait intéressant de connaître un peu plus spécifiquement les raisons de ces migrations et les répercussions possibles sur les infrastructures d'eau ou l'exploitation des terres.

VII. Limites de la mission

Tout d'abord, il faut signaler que la période d'évaluation s'est déroulée pendant un moment où presque toute l'équipe qui avait géré le projet n'était plus là (fin de contrat). De ce fait, plusieurs acteurs, tels que les animateurs, les responsables de coordination du projet n'étaient pas disponibles pour les entretiens. Dès lors, une réserve s'impose de fait : les visites réalisées lors de cette mission d'évaluation ont concerné majoritairement les bénéficiaires, les partenaires et les personnes ressources, l'équipe actuelle d'Intermón Oxfam de Goz Beida et de N'djaména. Toutes ces données doivent être prises en considération dans l'appréciation de ce rapport.

L'accessibilité des villages visités et notamment les aspects liés à la sécurité ont été paramètres limitant les visites de certaines zones d'intervention notamment dans la zone autour de Koukou.

Remerciement

Nous souhaitons remercier les équipes de coordination de N'djaména de leur disponibilité ainsi que les équipes de terrain à Goz Beida pour leur chaleureux accueil et accompagnement. Nous pensons tout particulièrement à nos accompagnateurs et traducteurs : Ronel, Hassan, Gabnon, Mahamat Hassan, Mahamat Issa et Rabhi.

VIII. Annexes

Liste des annexes

Annexe 1 : Termes de références de l'évaluation interne

Annexe 2 : Liste des villages visités

Annexe 3 : Liste de personnes rencontrées

Annexe 4 : Tableau de taux de réalisation des indicateurs par résultat

Annexe 5 : Calcul détaillé du nombre de bénéficiaires

Annexe 1 : Termes de référence de l'évaluation interne finale



TdR Evaluation finale
ECHO Est

Annexe 2 : Liste des villages visités

Date	Zone	Village visité
mardi 5 mars	Goz Beida	Modo et Abchour
mercredi 6 mars	Goz Beida	Amkarouba Tcharao
jeudi 7 mars	Koukou	Habile et Aradib
vendredi 8 mars	Koukou	Habile Bandala
samedi 9 mars	Goz Beida/Kerfi	Angourtoulou Angoudougou
mardi 12 mars	Goz Beida	Gondonya

Annexe 3 Liste des personnes rencontrées

Liste des partenaires rencontrés

Institution	Fonction
OCHA	Chef du sous bureau Koukou
ACORD	Coordonnateur Goz-Béida
ONDR	Formateur de Kimiti
Concern Worldwide	FS Manager
Concern Worldwide	Assistant FIM Manager
Concern Worldwide	WaSH Manager
ACTED	WaSH Officer
FPT	Responsable WaSH

Liste des commerçants rencontrés

Nom et prénom	Lieu
MAHADI MOUKHTAR	KOUKOU
ISSAKA ABDOULAYE	
DJIDO HAMAT BAKIT	
ABNA MOUKTHAR AMIN	
SINOUSEY YOUNOUS	
AMIN ABDOULAYE	
MOUSSA BRAHIM FADOU	GOZ-BEIDA
AL-HADJI RACHID	
OUMAR MAHADI OUSMAN	
MAHADI OUSMAN	
MAHAMAT ABDERLKERIM	

Listes des CGPE

CGPE d'Abchour, Amkharouba, Habile 1, Gondonya, Tcharo.

Annexe 4. Tableau de réalisation des indicateurs par résultat

Indicateur Objectif spécifique	Données de base	NBF visés	NBF touchés	Cible	Taux de réalisation
70% des ménages de la zone n'ont pas recours aux stratégies nuisibles	47204	10 914	5 505	70%	51% sur les 70% (donc, 72,85%)

Indicateurs Résultat 1	Données de base	NBNF visés	NBNF touchés	Cible	Taux de réalisation
80% des ménages soutenus ont un score de diversité acceptable	47 204 (INSEED, 2009)	10 914	5 505	80%	45 % au lieu de 70% (56,25% du taux de réalisation)

Après la période de soudure, au moins 60% des ménages disposent d'au moins 2 stratégies efficaces qui leur garantissent un approvisionnement les 6 prochains mois	10 795	8 636	3 886	60	51% au lieu de 60% (taux de 85%)
A la fin du projet, 100% des réparations sont effectuées dans les sites de Habilé et Aradib, et sont assurés par les AR formés par IO		231	231	100%	97%

Au moins 15 points d'eau sont réhabilités dans les villages de retour	ND	6000 pers. 1200 mng.	7200 pers. 1440 mng	18	+ de 100%
---	----	-------------------------	------------------------	----	-----------

Indicateurs Résultat 2	Données de base	NBNF visés	NBNF touchés	Cible	Taux de réalisation
2 à 3 profils HEA sont publiés et restitués aux acteurs	ND	3	2	1	2 au lieu de 3, soit 66,66% du taux de réalisation
Les paramètres clés de suivi et d'alerte précoce de la zone sont identifiés et planifiés pour le suivi					

Les cadres (partenaires et/ou agent de l'Etat) sont formés à l'approche HEA					
---	--	--	--	--	--

Indicateurs Résultat 3	Données de base	NBNF visés	NBNF touchés	Cible	Taux de réalisation
Au moins 15 points d'eau sont réhabilités dans les villages hôtes/ retournés et relocalisés autour de Goz Beida				15	15

<p>60% des femmes connaissent deux vecteurs de transmissions des maladies diarrhéiques chez les enfants et pratiquent deux comportements positifs adaptés à leur prévention</p>	<p>5060 pers 1012 mng</p>	<p>3036 pers 607 mng (environ)</p>	<p>4807 pers. 961 mng (environ)</p>	<p>60%</p>	<p>Connaissances des vecteurs 95%</p> <p>Pratiques</p> <p>Utilisation des latrines 54%</p> <p>Dispositif lave main 51%</p> <p>Gestion des excréta 67%</p> <p>Conservation de l'eau 84%</p>
---	-------------------------------	--	---	------------	--

Indicateurs Résultat 4	Données de base	NBNF visés	NBNF touchés	Cible	Taux de réalisation
Point focal sécurité Coordination des ONGS et partage d'information		62 ONG			

Indicateurs Résultat 5	Données de base	NBNF visés (mng)	NBNF Touchés (mng)	Cible	Taux de réalisation
100% des ménages ciblés bénéficient des distributions de kits d'hygiène.	1170	1170	1170	100%	100%

Au moins
60% des
bénéficiaires
connaissent
les messages
clés de
promotion à
l'hygiène
(lavage des
mains,
défécation
sécurisée
chaîne de
l'eau

60%

58%

Annexe 5 : Calcul détaillé du nombre total de bénéficiaires

On considère en premier lieu les villages d'intervention des activités SA, ce qui représente 10 795 ménages.

Pour éviter tout double comptage, on ne prendra pas en compte les distributions NFI des équipes EHA des villages retour puisqu'il s'agit de personnes ayant également bénéficié des distributions de vouchers.

Les réhabilitations des points d'eau dans la sous-préfecture de Koukou sont au nombre de 18 (17 à dogdoré et 1 à Tiero). Si l'on se réfère au SDEA, on estime qu'un point d'eau correspond à 400 personnes. Le nombre de bénéficiaires total pour cette activité est de 1440 ménages.

Le nombre des membres des CGPE total est de 223 et on compte 8 artisans réparateurs, ce qui nous fait un total de 231 personnes.

Enfin le total des ménages bénéficiaires de la réponse aux inondations représentent 1170 ménages auxquels on doit soustraire les ménages de Angourtoulou qui ont bénéficié des activités SA soit un total de 920 ménages.

C'est ainsi que si l'on considère un ménage est composé de 5 personnes, nous obtenons un total de 66 006 personnes.